

La CGT à Creusot-Loire.....p.2
 Le "nouveau" PCF.....p.3
 L'utilisation de la mort
 d'un ouvrier.....p.3
 Grèves en Grande-Bretagne..p.4
 La France remise au pas....p.5
 Inde, la réalité des Gandhi..p.5
 Pologne : de l'usage des
 "martyrs".....p.6
 Souvarine.....p.6
 Le PCI et la "solidarité"..p.7

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 127, Déc. 84, 5Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

LE P.C. ET LA C.G.T. A LA POINTE DE L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

■ Nous écrivions le mois dernier : "Ce qui se joue ici et maintenant, c'est un nouveau pas qualitatif du chômage et de la paupérisation absolue de la classe ouvrière. Contrairement à ce qu'affirment et défendent aussi bien les directions d'entreprises que les syndicats ou le gouvernement, l'enjeu est de taille : cet enjeu n'est pas l'avenir de l'industrie automobile ou de l'industrie "nationale", celui-ci est plus que sérieusement compromis, c'est l'avenir de la situation et de la condition de centaines de milliers d'ouvriers". ("De fausses promesses en fausses victoires", R.I n°126).

La région parisienne, cible de l'attaque anti-ouvrière

Le plan Dalle, publié fin octobre, donne le ton et la portée concrète de cette attaque : 18 000 licenciements d'ici un an dans le secteur automobile (dont 15 000 chez Renault), 80 000 prévus d'ici trois ans. Cela signifie non seulement l'attaque de plein fouet du secteur qui représente le plus gros bataillon de la classe ouvrière, mais aussi et surtout que cette attaque va être portée au cœur de la région

parisienne, jusqu'ici relativement moins touchée par les licenciements que la province.

Désormais, la cible est clairement le centre de l'activité économique et industrielle du pays. C'est le sort de centaines de milliers de prolétaires qui est en jeu. Bien qu'elle en représente le pôle le plus significatif, la préparation de cette offensive ne se limite d'ailleurs ni à Renault ni au secteur automobile. La région parisienne est aussi le centre vital de toutes les industries de "pointe" et de la vie administrative du pays.

Même dans l'informatique, récemment encore présentée comme le fleuron de

la fameuse "révolution technologique" et secteur porteur d'emplois nouveaux, déjà la suppression de près de 1 000 emplois est annoncée. De même dans l'industrie du téléphone et des télécommunications : plus de 6 000 postes de travail sont menacés à court terme.

Quant à la fonction publique, l'Etat-patron donne le ton : non seulement, la plupart des fonctionnaires ont perdu près de 10% de leur pouvoir d'achat en un an, mais pour ces soi-disant privilégiés, les vannes des concours administratifs se ferment, les postes vacants ne sont pas renouvelés, les emplois non fonctionarisés sont supprimés, les vacataires jetés dehors. Ainsi, ce sont là aussi des dizaines de milliers d'emplois qui sont en passe d'être supprimés dans le budget 85 (plus de 2 000 aux PTT, de même à la RATP et aux Impôts, 5 000 à la SNCF, etc.).

Dans le secteur bancaire, plusieurs dizaines de milliers d'emplois doivent disparaître d'ici 1986, ainsi que dans les assurances.

Mais en même temps que la bourgeoisie entasse ces plans de licenciements au cœur du pays et prépare activement leur mise en place, dans toutes les autres régions déjà durement éprouvées par le chômage, les attaques s'intensifient. Dans la sidérurgie, c'est le site moderne d'Ugine-Fos qui est définitivement condamné et c'est le coupet de quelques 10 000 nouveaux licenciements qui se prépare à tomber.

Dans les chantiers navals en fréquent chômage technique, dans la métallurgie (Ateliers Français de l'Ouest), dans les mines s'effectuent de nouvelles coupes sombres. C'est désormais le cœur industriel de chaque région qui est touché : dans la région lyonnaise, après Creusot-Loire, c'est Renault-Véhicules-Industriels qui va licencier ; en Auvergne, après Ducellier, c'est maintenant au tour de Michelin de réduire les effectifs, tandis que chaque jour apporte son lot d'innombrables entreprises de taille plus modeste qui ferment. Une métropole comme Marseille compte d'ores et déjà officiellement un taux de plus de 13 % de chômeurs.

(suite p.2)

CONFLITS INTER-IMPERIALISTES

APRES LES ELECTIONS AMERICAINES, L'ACCELERATION DES TENSIONS GUERRIERES

Dans notre dernier numéro, nous annoncions les sombres perspectives qui se dessinaient après l'élection de Reagan, tant au niveau de la crise, que de la guerre. Depuis, nous avons vu se confirmer cette tendance, l'accumulation des conditions d'un nouveau pas dans la récession et l'accélération des tensions entre les deux blocs impérialistes, USA et URSS.

Voilà un mois que Reagan a entamé son nouveau mandat, et déjà le ton a changé. Finies les belles envolées sur la fin de la crise, sur la "victoire contre le chômage", de nouveau, la presse, les économistes expriment ouvertement leurs inquiétudes sur les perspectives de l'économie mondiale. Déjà, on annonce que le taux de croissance de l'économie américaine est tombé à 2,7 % au troisième trimestre 84 (alors qu'il était de 8,6 % au premier trimestre). La "reprise" de ces dernières années a été artificiellement permise par un endettement croissant des USA. La dette publique (c'est à dire sans considérer les emprunts privés dont le montant est encore supérieur) s'élève à 1500 milliards de dollars (42 % du PNB contre 25 % en 79). A ce rythme, en 1985, les USA vont devenir débiteurs vis-à-vis du reste du monde. La question de la dette est comme une bombe à retardement posée au cœur de l'économie mondiale et la politique de fuite en avant de ces dernières années n'a fait qu'aggraver le danger d'explosion. Reagan va être le président de la plus grande crise économique que le capitalisme ait jamais connue.

A cette descente dans la crise, répond l'accroissement du militarisme, des investissements dans les budgets de guerre. Plus la crise s'aiguise, plus les rivalités entre les grandes puissances de ce monde se portent sur le terrain militaire. Et, durant ce seul mois de novembre 84, c'est dans tous les coins du monde que les signes se multiplient de l'aggravation des tensions impérialistes.

■ Fondamentalement, l'accentuation des tensions inter-impérialistes n'a pas été freinée par la campagne électorale, le bloc occidental a maintenu son offensive pour mettre au pas les dernières poches de résistance en son sein et résorber les zones d'influence du bloc de l'Est à la périphérie. Les exemples ne manquent pas qui montrent l'art consommé avec lequel le bloc occidental sait manier les pressions militaires et économiques pour imposer des concessions et des négociations aux Etats récalcitrants : Syrie, Lybie, Iran, Mozambique, Angola, Ethiopie, etc... Mais si les USA ont continué de soutenir cette offensive, ont continué leur politique de modernisation et de renforcement de leur potentiel militaire, depuis le retrait des troupes américaines du Liban une sourdine a été mise aux campagnes bellicistes pour faire apparaître Reagan comme un homme de paix et de dialogue et ménager ainsi l'électorat.

Tout cela est terminé. Sitôt élu, Reagan a vite fait de remettre sa tenue kakie. La bourgeoisie américaine a de nouveau les mains libres pour lancer ses campagnes militaristes.

(suite p.5)

LA REPRISE

OUVRIERE

EN EUROPE



Espagne voir p.4

FRANCE

LE PC ET LA CGT A LA POINTE DE L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

(suite de la p.1)

Face à ce pilonnage tous azimuts, ces attaques qui font tâche d'huile, se manifeste une véritable effervescence sociale : dans chaque usine, secteur, région touchés, des luttes ouvrières surgissent. Depuis plus d'un an, la reprise des luttes ouvrières en Europe trouve un écho en France dans les réactions combattives des prolétaires.

Pour la bourgeoisie, la pression sociale qu'elle perçoit depuis des mois à travers la résistance et la mobilisation des ouvriers, à travers les expériences des PTT, Talbot, Citroën, Creusot-Loire, est le signe que le prolétariat n'acceptera pas facilement d'aller plus loin dans les sacrifices pour l'économie nationale. Les difficultés qu'elle a rencontrées pour faire passer les licenciements à Talbot ou à Citroën préfigurent le mal qu'elle aura pour faire passer les mesures d'une toute autre dimension. Elle ne peut plus tergiverser et elle ne peut plus faire l'économie de cette offensive.

Le sabotage de la CGT

L'offensive de la bourgeoisie ne se situe pas seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique et idéologique, dans sa capacité à encadrer les luttes sur le terrain.

Nous avons déjà mis en évidence dans nos journaux précédents que la sortie du PC du gouvernement correspondait à l'accentuation de la pression ouvrière. L'autre aspect de ce départ est qu'il correspond à un réarmement de la bourgeoisie, il est le signe le plus tangible de l'offensive de la bourgeoisie : elle est parvenue à surmonter une partie de son handicap politique matérialisé par la présence de toutes ses forces de gauche au gouvernement, forces qui ont dû freiner durant trois ans l'ampleur des mesures d'austérité, sous peine de perte de tout contrôle dans l'encadrement de la classe ouvrière. La sortie du PC du gouvernement, l'été dernier, a constitué une condition vitale, l'élément déterminant de la situation actuelle.

Alors que cela permet à ce parti d'adopter un langage de plus en plus "oppositionnel" et de tenter de se recrédibiliser auprès de la classe ouvrière, ce départ a surtout permis, en arborant un "nouveau look", à sa centrale syndicale, la CGT d'avoir les mains libres pour réinvestir le terrain social. Remise en selle par l'ensemble de la bourgeoisie, la CGT n'a cessé depuis septembre d'afficher une omniprésence dans tous les conflits sociaux importants. Toute la bourgeoisie pousse les ouvriers à s'en remettre aux syndicats alors que se manifeste une tendance de plus en plus nette à s'en dégager. La CGT, sous un vernis combattif, tente d'exploiter les hésitations de la classe issues d'un manque de confiance et de pers-

pectives claires d'une classe ouvrière encore sous l'effet du matraquage des mesures, pour essayer de se placer à la tête des luttes et effectuer son sale boulot.

Malgré la forte méfiance que suscitent désormais ses "initiatives", elle parvient ainsi, mieux que les autres syndicats, à conserver le contrôle de la situation mais surtout elle peut prendre une part efficace et prépondérante dans la préparation du sabotage, dans le minage des luttes à venir. Ainsi, la CGT se retrouve au premier plan pour :

- d'abord isoler les luttes les unes des autres, en les enfermant dans le cadre d'une usine (renfermement dans les occupations d'usines), d'un secteur comme à Saint-Nazaire où la CGT organise deux manifestations distinctes mais simultanées : l'une des métallos des AFO devant la mairie, l'autre des ouvriers des chantiers navals à la sous-préfecture, d'une ville (journalière morte à Issoire).

- épuiser la combativité ouvrière dans des manifestations-balades quotidiennes comme pour les ouvriers de Creusot-Loire ou de Duceillier ou en organisant des "journées d'action" comme à Duceillier à la veille de l'envoi des lettres de licenciements, voire une quinzaine d'"actions" (Chantiers navals, EDF).

- dévoyer le sens de la lutte en substituant aux assemblées générales ouvrières des votes (Duceillier) entre un "nouveau plan de sauvetage" qu'elle soutient, destiné à se faire plébisciter (alors que ce vote "combattif" ne recouvre que quelques licenciements en moins) et le plan de la direction soutenu comme moindre mal par le reste de l'inter-syndicale. Ou bien comme à Creusot-Loire, elle appelle les ouvriers à des conférences de cadres de l'entreprise qui préconisent des

"solutions" différentes pour sauver l'entreprise".

- diviser les ouvriers en opposant leurs intérêts comme à Dunkerque où les ouvriers des AFO bloquaient le port après l'annonce de 700 licenciements : tout en faisant semblant de soutenir leur lutte, la CGT, à l'unisson de la direction du port, a tenté de provoquer la colère des dockers contre eux "réclamant la réouverture immédiate du port".

Elle encourage et multiplie les actions-commandos minoritaires et stériles du style blocage de routes ou de voies ferrées (TGV, Cévenol). Partout où les syndicats organisent la défaite ouvrière, ils crient "victoire".

Les manœuvres politiques de la bourgeoisie

Mais la CGT s'emploie surtout à mettre le paquet avec l'aide des directions et du gouvernement, sur les foyers les plus dangereux, les plus explosifs :

A Renault, elle a tenté de désamorcer la colère en dispersant la vapeur, en déviant les inquiétudes des ouvriers du problème réel des licenciements par la diversion sur les primes de fin d'années et la 5ème semaine tandis que le reste de la bourgeoisie agitait le plan Hanon, le "traitement social" de ce faux plan et les "stages de formation". Tout ceci était lancé de manière préventive pour créer une hésitation, pour semer la confusion sur une pseudo lutte syndicale victorieuse jouée d'avance, pour pourrir le terrain avant l'arrivée des vraies mesures.

Autre aspect significatif de cette préparation de l'avenir : alors que la bourgeoisie jette et se prépare à jeter hors de la production et dans la

misère de plusieurs centaines de milliers de prolétaires et que le chômage devient dans la situation un puissant potentiel d'explosions sociales, la bourgeoisie se prépare à l'encadrement de la masse de chômeurs à travers un syndicat de chômeurs lancé dans les médias à grands renforts publicitaires. Alors que la menace comme la réalité du chômage pousse à dépasser la division entre prolétaires au travail et prolétaires au chômage dans une même lutte, la bourgeoisie tente non seulement de convaincre les chômeurs de gérer leur misère mais de les confiner dans leurs différences et dans l'isolement par rapport à l'ensemble de leur classe.

Dans le maniement de la même idéologie sornoise de division, l'immigration fait l'objet de débats passionnés entre partisans de l'expulsion et ceux de l'intégration, entre ceux qui rendent les immigrés responsables de tous les maux, et ceux qui s'apitoient sur leur sort. Tous prennent une part active à leur isolement en les mettant à l'écart du reste de leur classe, de leur condition de prolétaires.

Dans son renforcement face à la perspective de combats de classe, l'Etat ne se contente pas d'augmenter son dispositif de répression, il mobilise dès aujourd'hui toutes ses fractions, chacune ayant une fonction déterminée, un rôle à jouer, qui ne s'arrête pas pour la gauche à l'arène parlementaire ou à la porte des usines mais s'insinue au cœur des luttes où elle tente de disposer ses pièges.

La capacité des prolétaires à déjouer ces pièges en étendant leurs luttes au-delà de leur propre usine, de leur propre secteur, sera une épreuve décisive dans la période qui s'annonce.

Y.D.

CREUSOT-LOIRE

LA C.G.T. FAIT EXECUTER LES LICENCIEMENTS

■ Cela fait maintenant cinq mois que 13 000 licenciements ont été annoncés officiellement pour l'entreprise Creusot-Loire. C'est, bien entendu, au moment des congés d'été, que la mise en règlement judiciaire du groupe est confirmée, après maintes tergiversations. Depuis cinq mois, les syndicats tentent d'isoler les ouvriers de Creusot-Loire et d'étouffer leur combativité, de l'épuiser dans des actions stériles. C'est à la CGT "libérée" par le passage du PC dans l'opposition, que revient surtout, dans cette grève, le sinistre privilège de briser les réactions ouvrières.

Lorsque les licenciements tombent, une intersyndicale, CGT en tête, organise le 5 juillet, une grande "action" sur le thème : "Le Creusot vivra". Alors que des dizaines de milliers de licenciements sont contenus dans cette attaque à terme (100 000 sur l'ensemble du territoire par la fermeture de filiales et sous-traitances), que d'autres vagues plus importantes sont annoncées dans le secteur automobile (Michelin et Renault sont implantés dans la région), les syndicats cantonnent le problème à "sauver la ville du Creusot". A cette journée d'action ne sont convoqués que les habitants de la ville du Creusot même et quelques délégués syndicaux arrivés à grands renfort de klaxon d'autres usines de Creusot-Loire (et surtout pas les ouvriers de Michelin, à 20 km de là). Après un discours à la population (à peine 2 000 personnes) sur la rentabilité de l'usine et la mauvaise gestion de Pineau-Valenciennes, l'"action" consiste à ... visiter l'usine ! (au cas où les ouvriers qui y travaillent

ne la connaîtraient pas !).

Pendant les deux mois d'été, la CGT profite d'une certaine démobilisation pour entretenir l'illusion que l'Etat va reprendre le groupe. Début septembre, le plan de reprise "Fives Cail" tombe : 2 500 licenciements à l'usine de Creusot-Loire du Creusot. La riposte ouvrière est immédiate. La CGT va alors suivre toutes les actions proposées en assemblées générales - à condition qu'elle puisse les contenir : occupation de la gare du TGV, blocages d'autoroutes, etc. Le 3 septembre, elle est quand même obligée de faire appel à la police pour dégager la gare que de nombreux ouvriers "irresponsables" refusent d'évacuer, écoeurés par les promesses et les actions stériles.

Deux jours plus tard, elle réunit toute la population locale pour écouter, sous les fenêtres de la direction, le résultat des négociations : retrait des repreneurs. "Victoire" crie la CGT, essayant ainsi de convaincre les ouvriers que c'est sur des négociations de la CGT avec la direction qu'ils doivent compter.

La CGT sait très bien alors qu'un nouveau plan de reprise "Usinor Framatome" (à l'élaboration duquel elle participe) est prévu. Elle sait que les ouvriers ne sont guère convaincus par ses promesses. Pendant un mois, elle va soudain s'activer dans des actions spectaculaires : actions commandos d'équipes syndicales musclées qui occupent les gares, les routes, s'affrontant aux flics. Elle clame tout haut qu'elle n'acceptera aucun licenciement, appelle à des occupations massives dont elle dénon-

çait les excès au début du mouvement. Elle convoque des "A.G." lors de journées d'action-bidon, qui ne sont en fait que des conférences syndicales, où elle donne autant de la voix que du pied et des poings : lorsque nous avons tenté d'intervenir, en tant que CCI, dans une de ces "A.G.", elle nous a empêché de nous approcher du micro.

Comme à Citroën en mai dernier, elle renforce le cordon sanitaire autour des ouvriers du Creusot.

Comme pour les autres licenciements, elle mène les ouvriers de Creusot-Loire d'aterrissement en atterrissage, menant le suspens en "occupant" les ouvriers.

Mais lorsqu'elle est sortie des négociations "la tête haute" sous les projecteurs de télé, en refusant le dernier plan de licenciements, très peu d'ouvriers étaient là pour l'ovation.

Quand elle est sortie, paradant, scandalisée, elle pouvait être fière d'elle : elle avait fait ce qu'elle devait : paralyser les ouvriers pour que les licenciements "passent", ils sont passés.

Quant à nous, nous continuerons d'intervenir, dans cette grève comme dans les autres pour dénoncer les syndicats, CGT en tête, qui agissent de concert avec le gouvernement et le patronat pour immobiliser les ouvriers. Nous continuerons à défendre comme seule alternative l'extension de la lutte à d'autres entreprises, et comme seul moyen de mener la lutte, la prise en charge de celle-ci par les ouvriers eux-mêmes contre l'encadrement syndical.

D.N

LISEZ

LA

REVUE

INTERNATIONALE

sommaire N° 39

-quelle méthode pour comprendre LA REPRISE DES LUTTES OUVRIÈRES
-OU EN EST LA CRISE ECONOMIQUE?
-CONSCIENCE ET STRATEGIE DE LA BOURGEOISIE. (correspondance internationale).
-LES APPORTS DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE (polémique avec la CWO)
-LE COMMUNISTE EN BOND SPARTACUS ET LE COURANT CONSEILLISTE (1942-48).

LE P.C.F. NOUVEAU EST ARRIVE: UN POISON POUR LE PROLETARIAT

3

■ Tandis que Marchais hausse le ton sur TF 1, accusant Mitterrand de "monarchie" et le parlement d'être inutile, le PCF publie un communiqué appelant à la "résistance des forces populaires" contre le patronat, la droite et le gouvernement qui "mène une politique qui accable le pays". Cela fait à peine 4 mois que le PC a retiré ses ministres du gouvernement et depuis c'est l'escalade : un jour il revendique son appartenance à la majorité, le lendemain, sans prévenir, il se déclare en dehors d'elle et même l'ennemi de la politique actuelle.

Plus fort encore ! Dans les textes préparatoires à son congrès, non seulement il accentue ses critiques, mieux il met à la poubelle sa stratégie des 25 dernières années, celle de l'union de la gauche.

Et ce n'est pas fini ! Aujourd'hui Mitterrand, sa politique, l'Etat, les institutions, "la politique politique" comme il dit, tout est pourri ! Que propose-t-il à la place ? L'"union à la base", la "résistance populaire". Rien que ça !

Lui qui a élaboré, participé, mis en place, pendant plus de 3 ans, la poli-

tique anti-ouvrière d'hier et d'aujourd'hui (que fait Fabius sinon poursuivre le travail commencé par le gouvernement d'union de Mauroy ?), il espère, en durcissant son langage contre la politique actuelle, faire oublier qu'il a largement montré ses capacités à gérer et à défendre le capital national. Que cela ait coûté cher et continue de coûter à la classe ouvrière en licenciements massifs, en baisse du niveau de vie, en misère croissante, ne semblait pas trop le gêner quand il était au pouvoir. Aujourd'hui que son crédit auprès des ouvriers, sa raison d'être, a pris un sérieux coup dans l'aile, alors il fait son mea culpa (il s'est trompé pendant 25 ans !) et il est même prêt à brûler les dieux qu'il a adorés hier : Thorez, Waldeck-Rochet et même les grands partis frères de l'Etat dont l'expérience récente des ouvriers en Pologne a révélé encore une fois la nature bourgeoise et barbare.

Mais comme cela ne suffit pas, il tente de se présenter comme un parti neuf, vierge, différent des autres. Alors il attaque tout le monde : l'Etat bourgeois qu'il a si bien ser-

vi, les institutions qui lui ont si bien servi en d'autres temps, le président de gauche qu'il se vantait d'avoir fait élire, le gouvernement, le PS, la droite, le patronat etc... Vous voyez bien, le PCF ne joue pas le jeu de la bourgeoisie ! S'il y en a qui trahissent la classe ouvrière, lui, malgré ses erreurs, reste toujours à ses côtés.

Et, en effet aujourd'hui, il a le culot de se présenter comme le seul parti ouvrier, voire même révolutionnaire. La campagne orchestrée autour du "mystérieux Fabien" n'est là que pour accréditer l'image d'un renouveau possible mais surtout nécessaire pour le PC. Ce dernier ne déclarait-il pas : "c'est une question de vie ou de mort pour le parti communiste...". Pour cela il lui faut de plus en plus paraître comme le seul parti qui est avec les ouvriers dans leurs luttes, "à la base", qui est à l'écoute de leurs problèmes.

Effectivement le PC est à l'écoute des problèmes de la classe ouvrière mais sûrement pas pour les résoudre. C'est d'ailleurs le rôle qu'il assume pour l'ensemble de la bourgeoisie. S'il se précipite aujourd'hui dans l'opposition et surtout auprès des ouvriers c'est pour mieux les encadrer et saboter leur lutte.

La bourgeoisie française à l'image de celles des autres pays doit accentuer son attaque contre la classe ouvrière et aujourd'hui de plus en plus orientée vers les plus importantes concentrations ouvrières. C'est parce qu'elle sait que les ouvriers sont de plus en plus mobilisés, de plus en plus combattifs contre ses mesures, qu'ils acceptent de moins en moins les sacrifices qu'elle leur impose, qu'elle ne pourra pas éviter le développement de luttes importantes, c'est pour tout cela que la bourgeoisie dépêche le PC dans l'opposition. L'objectif qui lui est assigné, aujourd'hui, est de tenter de retrouver un minimum de confiance au sein de la classe ouvrière afin de saboter les luttes actuelles, par l'intermédiaire de sa centrale syndicale, la CGT, de dévoyer le sens de son combat et de miner le terrain pour les affrontements de demain.

Le langage radical, combatif, voire "révolutionnaire" qu'utilise le PCF, aujourd'hui, n'est qu'un poison. Le masque qu'il a perdu par sa participation aux affaires de l'Etat bourgeois, il essaie de le remettre et même de l'embellir. Mais la classe ouvrière a vu son vrai visage et dans tous ses combats elle ne doit et ne devra plus l'oublier.

J.E.

PCF : (suite de la p.8) Les années 30/40

Les grands titres de gloire bourgeoise du PC

Force bourgeoise d'encadrement de la classe ouvrière, le PC en donne les preuves dès 1935. Cette année là, il dénonce les éléments ouvriers les plus déterminés dans la violente lutte allumée, dans les arsenaux de Brest et de Toulon, par les réductions salariales des décrets Laval, parlant d'eux comme des provocateurs étrangers au prolétariat. En juin 1936, le PCF est le principal maître d'œuvre de l'enfermement et de l'isolement de la vague des luttes ouvrières dans les usines. Se félicitant d'avoir concouru au retour au calme, le PCF, par la bouche de Gaston Monmousseau (également leader cégétiste) déclarera :

"La continuation des mouvements au-delà des objectifs contenus dans les accords de Matignon (...) ne pouvait que servir la cause du grand patronat en mettant le gouvernement en difficultés (...). La classe ouvrière doit tenir compte du fait (...) qu'il ne s'agit point (pour elle, NDR) d'aller au chaos économique dont la grande bourgeoisie est responsable, mais au contraire de travailler à son redressement".

De même en 1938, quand des luttes éclateront contre les dérogations gouvernementales faites à la fameuse loi des 40 heures du Front Populaire, le PCF accusera de nouveau des "éléments provocateurs" et oeuvrera à briser les grèves. Cette année là on s'aperçoit clairement que l'encadrement "ouvrier" du PCF depuis 1934 n'était rien de plus profond qu'un embrigadement du prolétariat pour la 2ème guerre mondiale. Au Comité Central du PCF du 21 novembre 1938, Maurice Thorez lâcha en effet le morceau en ces termes : "L'heure est venue de réaliser l'armement général du peuple, de réaliser des réformes profondes qui assureront une puissance décuplée des moyens militaires et techniques du pays. L'armée du peuple, l'armée des ouvriers et des paysans bien encadrés (sic), bien instruits, bien conduits par des officiers fidèles à la République (...) Partout se sont peu à peu dégagés les éléments capables d'assurer le redressement du pays. Contre le regroupement pro-hitlérien s'opère le regroupement des forces de paix et de démocratie."

Jamais la bourgeoisie française ne saura assez avoir gré au PCF de ce travail de précipitation du prolétariat dans la 2ème boucherie impérialiste du siècle. L'anti-fascisme du PC n'était au reste qu'un ingrédient idéologique, puissant certes, mais non essentiel. Lorsque la guerre éclatera, le PCF, lié par la stratégie diplomatique-militaire de l'impérialisme "soviétique", abandonnera un temps ce thème. S'il le reprend après 1941, c'est en le subordonnant de manière significative à une propagande beaucoup plus directement belliciste, celle de la haine anti-boche (voir à ce sujet notre article dans RI numéro 122). Ce qu'il baptisera "résistance", c'est le mépris de toute idée de défaitisme révolutionnaire, internationaliste et prolétarien. L'énorme bain de sang consenti dans cette guerre est le prix majeur que le prolétariat a dû payer pour sa défaite des années 1920. C'est aussi la rançon qu'il a versée pour ses illusions sur la nature réelle des PC, français ou autres : bourgeoise et impérialiste.

Après-guerre -ce qu'on appelle la "reconstruction"- le PC, en France, parachèvera au profit de la bourgeoisie le triomphe de la contre-révolution. De nouveau, au nom de l'intérêt économique national, le PC demandera au prolétariat de taire ses souffrances et sa colère contre les privations, pour redresser la production capitaliste. C'est le trop bien connu cri de Maurice Thorez : "Retrouvez vos manches, il faut savoir arrêter une grève". Les grèves de 1947 à Renault, néanmoins, sont manifestement le signe que le cours contre-révolutionnaire de l'histoire avait désormais dépassé le fond de sa courbe. Les difficultés que rencontrera dans ces grèves le PCF devant les ouvriers, préfigurent la période où l'audience des stalinien dans le prolétariat va lentement se réduire. Elles annoncent, de loin, les années 1960 de la reprise mondiale des luttes ouvrières. Cette nouvelle période sera l'objet de notre prochain article.

S.M.

"SECURITE" : Un alibi pour la répression

■ Après l'anti-terrorisme, les médias se goinfrent de tous les meurtres qui traînent. Dans un contexte de battage sur la sécurité et l'insécurité, on commente les assassinats de vieilles dames dans le 18ème arrondissement de Paris : "les jeunes sont responsables, il faut les surveiller". Alors le quartier, proche de la Goutte d'Or est désigné : ghetto d'immigrés, de jeunes chômeurs "forcément drogués".

Dans une ville de province, un chômeur victime des campagnes anti-immigrés tire sur des ouvriers turcs dans un café.

On n'avait jamais vu à ce point une si belle unanimité de toutes les forces de la bourgeoisie versant leurs larmes : il faut poursuivre les fauteurs d'insécurité, les agents de la terreur, les responsables du racisme.

IL rejette les immigrés, les chômeurs et les personnes âgées devenues improductives mais là le gouvernement de gauche certifie qu'il va s'occuper de faire respecter notre sécurité.

Quelles sont donc ces mesures qui vont soudain mettre l'Etat au service de notre sécurité ?

- le budget de la police va augmenter, alors que les budgets sociaux fondent. Et Joxe, ministre socialiste d'expliquer que "si le taux de présence policière par habitant est un des plus

torts des pays occidentaux", il est vital de moderniser et rationaliser les équipements policiers ; - de nouveaux services vont être créés parmi lesquels une "direction des libertés publiques" !

- la gendarmerie viendra renforcer l'efficacité des flics dans les villes : la police ne suffit plus, il faut l'armée.

- les tâches administratives seront informatisées pour permettre une plus grande présence policière "sur le terrain", c'est-à-dire dans la rue. Cette présence sur le terrain, nous en avons eu un avant-goût dans le 18ème arrondissement : quartier quadrillé, encouragements à dénoncer à la police omniprésente tout "individu suspect", perquisitions...

Ce ne sont pas quelques loubards, quelques assassins qui sont vraiment la cause du remue-ménage au sein de la bourgeoisie. Tout cela n'est qu'une préfiguration de la répression que la bourgeoisie se prépare à exercer contre la seule menace qui cause vraiment problème : les luttes ouvrières incontrôlables. La sécurité bourgeoise c'est l'insécurité du prolétariat, c'est le cloisonnement, la division, la répression contre tout ce qui va à l'encontre de l'ordre capitaliste, de ses intérêts de classe condamnée M.

ASSASSINAT D'OZGUN KEMAL LA GAUCHE EXPLOITE LA MORT D'UN OUVRIER

■ Le 10 novembre, Ozgun Kemal tombe sous les balles d'un vigile à la solde d'un patron français qui se refuse à payer les ouvriers qu'il exploite.

La nouvelle à peine connue, toute la gauche se mobilise pour clamer à cor et à cri son "indignation", son "émotion", sa douleur devant le martyr d'un ouvrier. La CGT organise des minutes de silence dans les entreprises, Mitterrand se recueille devant la dépouille mortelle, et le PC se joint au cortège des pleureuses indignées dans la manifestation du 13 novembre.

En quelques heures, Ozgun Kemal, victime du capital va être consacré martyr de la gauche, qui défile en grande pompe sous flash et caméras, affirmant bien fort à quel point elle se distingue de la violence de la droite et du patronat, affirmant bien fort à quel point elle se soucie de l'injustice dont sont victimes les ouvriers.

En quelques heures, la gauche va se démarquer avec virulence de la droite anti-ouvrière, en conviant les ouvriers à oublier que depuis 3 ans, c'est elle qui prit ces mêmes mesures anti-ouvrières. Il ne suffisait pas qu'un ouvrier fût tué. Il fallait qu'elle utilise sa mort pour essayer de se blanchir au yeux de la classe ouvrière.

LA RESPONSABILITE DU GOUVERNEMENT

La gauche veut faire oublier que les mesures qu'elle prend depuis trois ans plongeant la classe ouvrière de plus

en plus dans le chômage et la misère. Elle veut faire oublier, au moment où elle parle, par la voix de Fabius, de la "France, pays de tolérance" et pourquoi pas terre d'accueil et de paix pour tous les ouvriers, que 15 jours avant la manifestation elle faisait évacuer, manu militari, le foyer immigré de l'Hay-Les-Roses.

LA RESPONSABILITE DU PC

Il veut faire oublier qu'il a largement pris part pendant trois ans aux mesures énoncées ci-dessus. Il veut faire oublier qu'il était au gouvernement au moment des licenciements à Talbot, comme à ceux de Citroën. Il veut faire oublier que les CRS qui ont été envoyés dans ces deux usines le faisaient sur ordre d'un gouvernement "socialo-communiste" et que ce n'était pas comme aujourd'hui au nom de la justice ouvrière qu'il y était mais bien pour la défense des intérêts capitalistes. Il veut faire oublier aussi que bien avant d'arriver au gouvernement, il a fait ce qu'il accuse la droite de faire aujourd'hui : il a envoyé, comme Pirault le 12 octobre, des bulldozers pour procéder à l'expulsion de travailleurs immigrés, en 79 à Vitry. Il dit aujourd'hui qu'il a fait une erreur en allant au gouvernement, mais n'y a fait que révéler au grand jour sa défense non des ouvriers, mais des intérêts capitalistes.

LA RESPONSABILITE DE LA CGT

Elle veut faire oublier son soutien aux mesures gouvernementales. Elle

veut faire oublier comment elle s'y est prise à Talbot pour diviser et isoler les ouvriers les uns des autres afin d'arriver aux licenciements. Elle veut faire oublier la même chose pour Citroën. Elle veut faire oublier que ce sont justement des ouvriers licenciés à Citroën que l'on retrouve aujourd'hui reclassés à Epone. Elle veut faire oublier sa propre responsabilité dans ce crime. Car elle n'a rien trouvé d'autre à faire, ce grand défenseur des ouvriers que : - constater que les patrons de l'entreprise Pirault avaient pris les fusils ; - proposer une grève de la faim à des ouvriers qui n'ont pas touché leurs salaires depuis cinq mois ; - contre la violence patronale que d'envoyer un groupe isolé d'ouvriers réclamer son dû un samedi soir, à la nuit tombée, c'est-à-dire dans les pires conditions.

La CGT veut faire oublier que dans cette histoire, elle a envoyé des ouvriers au casse-pipe, et qu'à ce titre elle est responsable de la mort de Kemal comme les patrons.

● Ils veulent tous se redonner une étiquette de "défenseurs des ouvriers", parce que cette image de marque s'est très largement ternie durant ces trois années et qu'il va être difficile de pouvoir encadrer et contrôler la colère qui gronde dans les rangs ouvriers.

Le PC et la CGT ne sont revenus dans l'opposition que pour cela et le PS, à travers cette campagne, essaie de recréer l'ancien clivage de la "méchante droite" et de la "bonne gauche". Il commence à préparer le terrain de son retour dans l'opposition. Car c'est là qu'est la place de cette fraction de la bourgeoisie, et c'est là que réside sa fonction : trahir la classe ouvrière et essayer de la miner de l'intérieur. C.

ESPAGNE

LA RIPOSTE OUVRIERE S'AFFIRME

Au moment même où tout le nord-ouest de l'Espagne est traversé par une vague de luttes ouvrières contre les plans d'austérité, surgit, comme par hasard, un nouvel épisode sanglant des luttes d'influence entre les nationalistes basques et l'Etat espagnol, histoire de faire vibrer la corde nationaliste et raviver son poison.

Les journalistes-carpettes du gouvernement français, trop heureux de pouvoir montrer combien le "folklore" espagnol existe encore, couvrent l'"événement" en long et en large, ajoutent quelques anecdotes croustillantes démontrant la haine des Basques contre les Français et glissent, en passant, qu'un ouvrier des chantiers navals de Bilbao a trouvé la mort dans un affrontement avec la police. Brouillons les cartes.

La campagne qui est faite actuellement sur le "problème basque" sert essentiellement à créer un écran de fumée pour cacher qu'en Espagne comme ici ce qui fait l'événement c'est la difficulté de la bourgeoisie à faire payer la crise aux ouvriers.

■ L'événement qui aura marqué cette année 84 en Espagne ce n'est pas le terrorisme basque - qui existe depuis des années et que la bourgeoisie manipule à sa guise -, mais les luttes de résistance de la classe ouvrière aux mesures d'austérité que le gouvernement "socialiste" de Felipe Gonzalez est en train d'imposer.

Comme dans les autres pays d'Europe, l'Etat espagnol est en train d'appliquer son "plan de restructuration de l'économie" qui lui vaut déjà un taux de chômage de 20 % - le plus élevé de l'Europe.

Actuellement c'est le secteur des chantiers navals que l'Etat cherche à "assainir" en licenciant 20 000 ouvriers (application de l'"Accord économique et Social" - A.E.S.). L'application de cet "AES" a provoqué une flambée de colère telle que tous les syndicats, à l'exception de l'UGT "socialiste", ont été contraints de se retirer des négociations pour aller s'occuper, sur le terrain, de canaliser cette colère dans des voies qui ne mettent pas en danger l'ordre établi.

Depuis la mi-septembre, grèves et manifestations ouvrières se multiplient et se radicalisent dans tout le nord-ouest de l'Espagne (Pays Basque, Asturies, Galice) où se trouvent les principaux chantiers navals. L'effervescence est telle que le gouvernement a dû promettre de ne procéder à aucun licenciement pendant un an, ne pas "résilier" les contrats de travail mais seulement les "suspendre" en attendant de créer de nouveaux emplois d'ici trois ans - mesures très critiquées par des fractions de la bourgeoisie espagnole qui craignent que ce répit n'encourage encore plus les luttes ouvrières. Ces craintes de la bourgeoisie sont fondées : la crise économique, qui frappe pareillement le prolétariat de tous les pays d'Europe est en train de poser les bases de la possibilité d'une unification des luttes des ouvriers européens. C'est à cause de cette crainte que la bourgeoisie ici parle beaucoup du nationalisme basque et pratiquement pas des luttes ouvrières.

C'est à Bilbao, vieille ville industrielle en plein cœur du Pays Basque, que la colère ouvrière se manifeste, depuis des semaines, avec le plus d'explosivité : manifestations quotidiennes, autobus brûlés... les bureaux du siège des "Astilleros españoles" (chantiers navals) "se sont transformés en véritable campement policier" pour les protéger contre les manifestations ouvrières. Devant un des chantiers navals de Bilbao (Euskalduna) les affrontements avec la police sont quotidiens. Les épouses des ouvriers des chantiers navals ont manifesté dans le centre de la ville le 15/11 pour la défense de l'emploi de leurs maris. Les travailleurs des transports urbains de Bilbao, également en grève depuis 40 jours, se sont eux, affrontés aux forces de l'"Ertzaina" (forces de police dépendantes des autorités "autonomes" basques) (d'après "Diario 16" du 17/11).

Avec un peu moins de violence, les mêmes scènes se sont multipliées à Gijon (Asturies) et Vigo (Galice).

Malgré les efforts des divers représentants de l'Etat, dont les syndicats qui essaient de monter les chantiers les uns contre les autres ("qu'on ferme tel chantier, passe encore... mais pas le nôtre qui est le plus productif !") la combativité des ouvriers n'a pas pu être éteinte. Par trois fois les ouvriers de Bilbao ont rejé-

té les appels à la reprise du travail faits pas les syndicats. En Galice, les ouvriers des chantiers navals d'Astano sont allés chercher ceux de Bazan qui se sont unis à la lutte, désobéissant aux "conseils" des syndicats. A Bilbao, syndicats et police se sont, à plusieurs occasions, partagé le travail pour éviter que les ouvriers de trois chantiers navals (qui se trouvent à trois extrémités de la ville) ne se rencontrent : les syndicats faisaient manifester les ouvriers dans leurs zones respectives et, quand ils essayaient de s'unir, alors apparaissait la police : petits "trucs" dans lesquels les syndicats sont experts pour garder le contrôle des luttes mais qui deviennent de plus en plus difficiles à appliquer parce que le mécontentement et les luttes touchent de plus en plus tous les secteurs de la classe ouvrière.

Rien que dans la 3ème semaine de novembre : 400 travailleurs des entreprises auxiliaires du secteur naval entrent en lutte à Santander (pays basque) pour la sauvegarde de leur emploi. A Saragosse, ce sont 300 ouvriers de l'usine textile de Tarrazona qui refusent 49 suppressions de postes et décident en assemblée générale de manifester leur mécontentement dans la rue. Dans la province de Leon c'est une grève générale d'un jour de 4 centres miniers, soutenue par 15 000 mineurs des Asturies, pour protester contre l'insécurité dans les mines, suite à la mort de 3 mineurs à Fabero. A Oviedo (Asturies) ce sont les ouvriers d'un atelier métallurgique qui décident de poursuivre des mobilisations de rue contre les 370 licenciements prévus dans leur entreprise... et ce ne sont là que quelques exemples pour montrer combien la presse française ment quand elle ne parle que de l'autonomie basque.

Déjà au mois de février l'Espagne enregistrait une augmentation de 400 % dans les conflits du travail par rapport à l'année précédente, obligeant les syndicats à appeler à des "journées d'action" et "grèves générales d'un jour" pour décompresser la colère et faire semblant d'être à la tête des luttes ; des luttes qui, comme ici, ont touché pratiquement tous les secteurs : industrie textile, construction, employés municipaux, General Motors, Iberia, Renfe (chemins de fer) mines, métro de Madrid, transports urbains...

Comme le prolétariat français, le prolétariat espagnol est riche de l'expérience de la combativité des ouvriers de la métallurgie de Sagunto où, pendant 14 mois, les ouvriers de A.H.M. ("Hauts Fourneaux de la Méditerranée") ont résisté aux 2500 licenciements exigés par la "restructuration". Comme ceux de Longwy, les ouvriers de Sagunto ont dû finir par céder sous le poids de l'isolement, un isolement sciemment entretenu par les syndicats qui, comme toujours, ont mis le paquet pour enfermer la lutte dans le cadre des institutions capitalistes en martelant les rituels : "il faut sauver notre sidérurgie", "AHM est une entreprise viable", "il faut sauver Sagunto"... tous ces mots d'ordre que les syndicats de tous les pays manipulent si bien pour cultiver la "spécificité" de chaque secteur et empêcher la réalisation de la solidarité ouvrière effective et directe, seul moyen de devenir fort.



Devant le chantier naval d'Euskalduna (Bilbao), les ouvriers ont installé des ventilateurs industriels pour renvoyer sur la police la fumée de ses bombes fumigènes.

Sur les luttes qui se sont déroulées cette année en Espagne et les leçons qu'il y a à en tirer, nous pourrions écrire des pages mais nous n'avons malheureusement pas la place ici de faire un tableau plus complet de ce qu'est la situation réelle de l'autre côté des Pyrénées (1).

Ce que nous voulons essentiellement souligner ici c'est :

- qu'il faut être conscient que la bourgeoisie ment et manipulera toujours les informations pour empêcher la prise de conscience de la classe

ouvrière de sa communauté de conditions de vie et d'intérêts au niveau international ;

- que dans la lutte contre les attaques de ses conditions de vie, la classe ouvrière n'est pas "seule" ; c'est dans tous les pays que les ouvriers sont en train de lutter.

T.L.

(1) Ceux qui lisent l'espagnol peuvent commander à notre boîte postale les numéros d'Accion Proletaria où se trouve une information développée sur la lutte de classe en Espagne.

GREVES DANS L'AUTOMOBILE EN G.B.

LA LUTTE EST DEVANT NOUS

■ Les mineurs vont-ils ou non reprendre le travail ? Telle est l'insistante question que posent depuis neuf mois les rapaces dont l'intérêt est que la voix des ouvriers soit étouffée. Depuis neuf mois, la presse, la télé, les gouvernants et les syndicats en font un problème de mineurs, taisant soigneusement les grèves dans les autres secteurs. Depuis des mois s'étalent dans les revues des historiques de grèves de mineurs, des analyses de la mine à travers l'histoire. Ce faisant, ils espèrent faire de la grève des mineurs un problème à part, celui de la résistance acharnée d'ouvriers d'un secteur condamné, balayé par le vent salvateur de la modernisation.

La réalité est autre. La grève des mineurs est une partie, un moment, une étape dans une lutte beaucoup plus ample qui n'en est qu'à ses débuts. A preuve, la multiplication des grèves en Europe cette dernière année. A preuve les luttes dans presque tous les secteurs d'industrie en Grande-Bretagne depuis neuf mois. A preuve, enfin, les dernières grèves qui viennent d'éclater dans l'industrie automobile, à British Leyland et Austin Rover (Birmingham et Coventry), dans un secteur où les grèves sauvages se sont multipliées depuis neuf mois.

La classe dominante aimerait bien que la grève des mineurs reste une leçon pour les autres ouvriers dans le sens de : "vous voyez, une grève, même dure, même longue, est impuissante". C'est d'une autre leçon dont est porteuse la grève des mineurs : une grève isolée, aussi décidée soit-elle n'est pas suffisante pour faire plier la bourgeoisie.

De ce point de vue, du point de vue de la nécessité de dépasser les catégories, de s'unir au-delà des secteurs, du point de vue du futur d'un combat qui ne fait que commencer, les grèves dans l'automobile sont primordiales : - parce qu'elles balayaient les justifications de la bourgeoisie qui déclare licencier dans les secteurs archaïques pour "relancer" l'économie. La division entre grévistes et non grévistes dans les mines recouvrait pour une part essentielle la division entre les mines anciennes et les mines modernes. Quand ce sont les secteurs centraux qui sont atteints, la justification qui pouvait encore prévaloir pour la sidérurgie ou les mines, tombe. Avec l'entrée en lutte d'ouvriers des secteurs qui constituent le cœur de la production capitaliste, les alibis de la modernisation s'écroulent : le

combat des ouvriers n'est pas un combat d'arrière-garde contre la marche en avant de l'histoire, mais un combat contre les effets dévastateurs de l'effondrement de la production mondiale.

- parce qu'elles renforcent la possibilité d'une union grandissante des luttes ouvrières. Les secteurs centraux sont les derniers touchés. Mais s'il est vrai que beaucoup de luttes ont pu se développer sans rencontrer d'écho dans ces bastions industriels, l'inverse n'est pas vrai. Tous les autres ouvriers, déjà sévèrement touchés, ont les yeux tournés vers les grosses concentrations ouvrières. Thatcher ne s'y est pas trompée : elle a accordé immédiatement des augmentations de salaires dans l'automobile, comme elle avait fait semblant de céder aux dockers parce qu'ils affirmaient trop ouvertement leur solidarité avec les mineurs. Mais c'est pour mieux reprendre d'un autre côté, comme l'expérience nous le montre chaque jour plus.

- parce que les ouvriers de secteurs comme l'automobile, étant bien plus concentrés, ont beaucoup plus de facilités à prendre en mains leurs actes, ne serait-ce que parce que les assemblées générales y sont plus faciles à organiser, que dans les petits villages dispersés des mines d'Ecosse ou du Yorkshire, ou dans les docks disséminés dans les ports, de Glasgow à Southampton. Ce n'est pas un hasard si c'est dans le secteur automobile qu'il y a eu le plus de grèves sauvages, que les ouvriers secouent le plus l'encadrement syndical.

Les mineurs reprendront peut-être le travail. Il n'est pas étonnant d'en voir certains aujourd'hui reprendre le chemin de la mine après avoir reçu une lettre leur promettant une prime en cas de reprise du travail. L'isolement, les magouilles du NUM, et ses tentatives d'en faire une grève de la "gauche" contre la "droite", pèsent lourd. Mais ces ouvriers-là, pas plus que les autres, n'auront pour autant pas fini de se battre. Chômeurs, ils iront grossir les rangs de ceux qui, déjà au chômage, se sont battus à leurs côtés. Au travail, ils auront à affronter d'autres accélérations de cadences, d'autres baisses de salaires, d'autres licenciements. La lutte ne fait que commencer.

(suite de la p.1)

L'ACCELERATION DES TENSIONS GUERRIERES

La situation en Amérique Centrale, aux portes des USA, est le théâtre qui sert à mettre en place l'appareil de propagande américain. Finies les propositions de dialogue avec le Nicaragua, finies les négociations entre le gouvernement salvadorien et la guérilla de ces derniers mois ; immédiatement après la réélection de Reagan le ton a brusquement changé, la tension est remontée d'un cran avec les menaces émises par le gouvernement américain d'une intervention directe. L'intérêt que les USA portent au Nicaragua n'est pas tant dû au danger de déstabilisation, ni même au danger de pénétration de l'influence russe dans une chasse gardée américaine, mais d'abord aux besoins de la propagande. Reagan utilise le Nicaragua pour tenter de surmonter le complexe, le syndrome du Vietnam encore présent dans la mémoire de la population américaine et habituer et préparer ainsi à de futures interventions directes de l'US Army partout dans le monde.

Maintenant que les élections sont terminées, l'administration Reagan a les mains libres pour accélérer l'offensive du bloc occidental : de ce point de vue le mois de novembre a été riche en événements.

EN AFRIQUE :

- L'Afrique du sud, pour le compte du bloc occidental, continue son travail de mise au pas de l'Angola et du Mozambique dont l'économie a été brisée par le travail de sabotage de la guérilla soutenue par l'armée sud-africaine. Ces pays n'ont aujourd'hui d'autre choix que de négocier et se soumettre.

- la campagne actuelle sur la famine en Ethiopie n'a pas d'autre but que de réintégrer celle-ci dans le bloc occidental, en lui faisant miroiter la manne des subsides occidentaux, alors que la cause de cette famine ce sont non seulement les guerres qui ravagent ce pays et dont la rivalité entre les blocs est responsable, mais encore plus directement, la suspension des subsides (en particulier de la Grande-Bretagne et des USA) pour déstabiliser le régime.

- au Tchad, le retrait des troupes lybiennes et françaises marque en fait que la Libye commence à se faire plus docile et à se plier aux injonctions du bloc occidental (voir notre encadré).

AU MOYEN-ORIENT :

- la Syrie se montre aujourd'hui bien plus docile et c'est à un grand round de négociation que se prépare la bourgeoisie afin de parachever et conforter la domination du bloc américain.

- quant au conflit entre l'Irak et l'Iran on n'en parle plus. Pourtant c'est un des principaux objectifs de

la politique américaine que de mettre au pas l'Iran. Maintenant que la bourgeoisie américaine est plus libre de ses mouvements la situation dans le golfe persique ne peut que revenir au centre de l'actualité.

EN ASIE :

- l'événement marquant a été l'assassinat d'Indira Gandhi. Il est toujours difficile d'interpréter des événements politiques qui par définition sont placés sous le sceau du secret d'Etat. Mais ce qui n'est un secret pour personne c'est que l'Inde est un des derniers pays qui dans la continuité de la politique des "non-alignés" dont elle s'était faite le leader dans les années 50-60, a tenté de maintenir une relative indépendance de sa politique vis-à-vis des blocs. Si l'Inde se situe dans le bloc occidental, ce pays ne maintient pas moins des relations très ouvertes avec le bloc russe qui lui fournit des armements et avec qui les échanges se sont développés. Cela s'est traduit dans sa politique extérieure par la reconnaissance du gouvernement afghan et du régime cambodgien. Cette situation n'est plus tolérable pour le bloc occidental dans la situation d'aggravation des tensions inter-impérialistes actuelles, alors que l'Inde est placée dans une situation stratégique cruciale, entre l'Afghanistan d'un côté où la guerre fait rage entre l'armée rouge et les guerrilleros afghans soutenus par l'occident et l'Indochine où les combats entre l'armée thaïlandaise et l'armée vietnamienne se font de plus en plus fréquents. L'assassinat d'Indira Gandhi est, comme par hasard, une opportunité offerte au bloc américain pour infléchir la politique du gouvernement indien.

Le tableau ne serait pas complet sans la situation en Europe. Là, pas de conflit ouvert mais un réarmement massif de part et d'autre du rideau de fer. En 83, les USA ont installé les Pershing en Europe (Grande-Bretagne, Italie, Allemagne, Hollande), pointés sur le bloc de l'Est (les démonstrations pacifistes avaient, alors, on s'en souvient prouvé toute leur inanité). En six mois l'URSS y a répondu par l'installation de centaines de SS 20 supplémentaires pointés sur l'Europe de l'Ouest.

Quelles négociations entre les blocs ?

L'administration américaine n'en continue pas moins à mettre en avant sa volonté de négociation avec le bloc adverse. Cela manifeste-t-il une atténuation des tensions ? Pas du tout. Plus question aujourd'hui de négocier

par les intermédiaires traditionnels qui étaient les pays européens, aussi bien l'URSS que les USA ont mis leur veto aux voyages par delà le rideau de fer de leurs alliés européens. Ceux-ci pourraient ne pas être assez intransigeants dans la mesure où la politique des leaders du bloc se fait sur le dos de la vieille Europe, et dans la mesure où si une nouvelle guerre éclaterait le vieux continent serait directement au centre des combats.

On sait comment les brigands impérialistes négocient, sous la menace des armes et à coup de surenchères toujours plus dangereuses. En réduisant les négociations à des têtes à têtes, en évinçant tous les intermédiaires, les deux leaders de blocs montrent en fait à quel degré de tension ils sont parvenus.

Cette tension ne saurait diminuer au contraire, maintenant que la campagne électorale est terminée aux USA, le

bloc occidental va pouvoir encore accélérer son offensive, de nouveau les campagnes militaristes vont pouvoir se déchaîner, relayées et amplifiées par les médias.

Au milieu des années 80, années de vérité où tombent les illusions, le prolétariat se retrouve à la croisée des chemins. Lui seul peut mettre un frein à l'appétit belliciste des grandes puissances, lui seul peut empêcher la guerre que préparent les deux blocs. Depuis un an le prolétariat mondial a repris le chemin de la lutte de classe, de sa capacité à développer ses luttes, à les étendre, à les généraliser dépend l'issue de la crise historique que traverse l'humanité. Jamais depuis le début du siècle marqué par la première guerre mondiale et la vague révolutionnaire qui y a mis fin ne s'est posée aussi concrètement l'alternative "guerre ou révolution".

J.T.

TCHAD LE BLOC U.S. RESSERRE SES RANGS

■ A en croire les médias, dans l'affaire des communiqués contradictoires entre la France et les USA, sur le niveau de retrait des troupes libyennes du Tchad, il faudrait voir le perfide Kadhafi abuser de la crédulité des représentants de l'Etat français, en ne respectant pas les accords passés précédemment sur le désengagement réciproque de ce pays. Que les supporters de la "France éternelle" se rassurent, la diplomatie française n'a pas été "feintée" par la diplomatie lybienne. Par contre, en démentant publiquement les informations françaises, l'oncle Sam a voulu mettre l'accent, à l'intention de la France, sur le fait que sa mission en Afrique, face à la Libye, n'était pas complètement terminée, signifiant du même coup à cette dernière qu'il lui faudrait sans plus tarder se plier sans renâcler aux intérêts généraux du bloc dans la région.

Par son action antérieure au Liban, au Tchad, la France a montré qu'elle savait être à la hauteur de son rôle de gendarme du bloc en Afrique. Le bloc et son leader ont su alors le reconnaître et l'en féliciter. Le même rôle lui imposait aujourd'hui plus que le seul retrait formel des troupes libyennes du Liban. La tiédeur de l'ac-

cauil réservé à Cheysson, en visite officielle aux USA, traduit bien l'irritation créée outre-atlantique par ce qu'il convient d'appeler un manque de fermeté de la France face à la Libye.

Il doit être clair pour Kadhafi qu'il ne pourra plus se permettre d'exprimer des velléités impérialistes, comme il a eu trop tendance à le faire par le passé, à l'encontre de ses voisins immédiats. Désormais, il lui faut rentrer dans le rang, et tout ce qui contribuerait, de sa part, à déstabiliser une zone incontestée du bloc occidental, exposerait directement son pays aux représailles militaires.

Et il doit être clair également que c'est la France qui est chargée de faire entendre raison à la Syrie, d'appliquer éventuellement la sanction militaire. L'accentuation des tensions impérialistes impose au bloc occidental, comme une condition de la progression de son offensive contre le bloc russe, d'assurer ses arrières. Elle impose également à ce bloc tout comme au bloc adverse où le phénomène est d'ailleurs plus visible, un alignement croissant des différents pays derrière la tête du bloc. La France vient d'en faire l'expérience.

R.I.

INDE

LA FEROCÉ REALITE DU PACIFISME DE LA DYNASTIE GANDHI

De l'Ouest à l'Est, la bourgeoisie mondiale a déchaîné sa verve idéologique autour de la mort d'Indira Gandhi, "celle qui, à défaut d'avoir toujours pu soulager leurs misères (celles des indiens), savait si bien les comprendre et leur parler". ("Le Monde" du 5.11.84). Un prix de la paix "Indira Gandhi" a même été créé à cette occasion. Encore une fois, la bourgeoisie montre tout son savoir-faire en matière de mensonges, même les plus grossiers.

Indira Gandhi, héritière spirituelle de Gandhi dont la "lutte pacifique" n'a jamais été menée que contre la classe ouvrière, passée à la postérité en grandes pompes pour avoir, dans la lignée de son prédécesseur et père Nehru, su faire respecter un régime de terreur et de misère.

L'Etat indien connaît, dès son tout début, les tares inhérentes à tout pays apparaissant dans les conditions de la décadence du capitalisme :

- un capitalisme d'Etat où la bureaucratie et le pouvoir autocratique sont poussés à leur plus haut point de rigidité et d'inefficacité ;

- un impérialisme, même s'il n'est que local, aussi agressif que celui de ses aînés qui se montre dès 1947 - année de l'indépendance de l'Inde - avec la guerre indo-pakistanaise au Cachemire et, dans les années 50, dans les conflits avec la Chine.

De fait, ce sont le renforcement de l'appareil d'Etat et le développement de l'industrie lourde, liée directement à l'armement, qui fonderont le

principal de l'activité de la bourgeoisie indienne, dans un climat de corruption ouverte et de répression la plus brutale. Ces tentatives de "réformes" n'ont jamais été que des tentatives de contrôle total de la population ou de remaniement des organes de l'Etat.

Ainsi, la stérilisation des hommes ayant eu deux enfants, l'interdiction faite aux veuves de se remarier, les déplacements de plusieurs centaines de milliers de personnes pour "assainir" les villes, sont la marque d'un Etat totalitaire maintenant par la force la cohésion de la société, face à une économie qui se dégrade profondément.

Que dire sur "l'humanité" de Madame Gandhi quand on sait qu'elle faisait construire un mur de barbelés autour du Bangladesh pour enrayer l'émigration vers l'Assam au Nord-Est, région privilégiée ?

En cela, elle fut le digne successeur de Nehru déclarant cyniquement en 1961 au Parlement indien :

"Je suis sûr que notre peuple est bien mieux nourri que ne le disent les statistiques, et c'est la raison de nos difficultés de ravitaillement : le peuple mange au-dessus de ses moyens". Les statistiques "officielles" considéraient alors qu'un quart de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté. Ni l'un ni l'autre, derrière leur soutane humano-progressiste, n'ont jamais cherché à toucher au système archaïque des castes où les "intouchables" restent toujours des intouchables bons à ramasser les carcasses de vaches qu'il leur est interdit de

manger.

L'un et l'autre, par contre, ont utilisé les mêmes tactiques ignobles de règlement de conflits entre bourgeoisies locales, manoeuvrant des masses entières de miséreux, ainsi que l'ont montré les "conflits de communautés" entre Sikhs et Hindous.

Les "fameuses" réformes comme la "Révolution verte" de 66 à 72 et l'abolition du servage pour dettes en 76, ont refoulé encore plus les masses paysannes dans l'indigence et détruit plus profondément encore que la colonisation les structures rurales permettant à la population de survivre.

Les nationalisations des années 50 et 60 ont révélé la faiblesse extraordinaire d'une bourgeoisie aussi âpre au gain que ses prédécesseurs britanniques, au sein de laquelle règne une concurrence féroce et primaire.

De tout cela, Gandhi était l'héritière et la représentante la plus acharnée, comme l'adversaire la plus féroce de la classe ouvrière. Rappelons-nous la répression exercée par le régime Gandhi contre les grévistes des chemins de fer. Rappelons-nous la réponse sanglante donnée par le gouvernement Desai en 78 contre les dockers de Bombay, les mineurs du Rajhara, les fonctionnaires en grève en dehors des syndicats. Rappelons-nous encore le massacre du 6 décembre 77 des ouvriers de l'entreprise de coton Swar-desi Kanpur, qui avaient osé encercler deux cadres pour exiger le paiement de leur salaires impayés depuis 51 jours !" (1). Rappelons-nous le massa-

cre de milliers d'ouvriers et de leurs familles à Paradeep, dixième port du pays, à la suite d'affrontements entre les dockers en grève et la police en mars 84. Voilà de quoi est faite la politique "socialiste" du gouvernement indien.

Quant au mythe de pays non-aligné, indépendant de la politique des blocs, il correspond en réalité aux appétits impérialistes de l'Inde jouant depuis 1947 au plus offrant avec les puissances impérialistes majeures. Avec une dette extérieure de 27 milliards de dollars, l'Inde entretient un budget pour l'armée de 6,3 milliards, sans compter la majeure partie de son appareil scientifique et technique qui est le troisième au monde, dirigé directement vers l'industrie militaire. 6ème puissance militaire, un développement basé essentiellement sur l'industrie lourde, l'Inde n'a jamais pu organiser sa production agricole, dont vit 82 % de la population ; les travaux d'irrigation nécessaires pour ne plus dépendre de la mousson n'ont jamais été entrepris, l'ensemencement et la production d'engrais n'ont été effectués que dans quelques rares régions. Ainsi 350 millions d'êtres humains, c'est-à-dire la moitié de la population indienne, meurent sous les regards cyniques de la bourgeoisie mondiale venue pleurer une des plus grandes représentantes de l'exploitation capitaliste et de l'impérialisme.

PPR.

DU BON USAGE DES "MARTYRS"

Pendant près d'un mois, les médias nous ont servi sous forme de feuilleton une vaste campagne anti-ouvrière. Car il ne faut pas s'y tromper : l'exploitation bruyante de l'assassinat de Jerzy Popieluszko par la radio, la télévision et les journaux depuis l'annonce de son enlèvement jusqu'à la publication des photos de son cadavre avait peu à voir avec un souci "d'une information honnête" ou avec une "réelle et sincère indignation" face aux exactions de la police politique de l'Etat polonais. Le véritable objet de cette campagne était de promouvoir, telle une marque de lessive, une série de mystifications déjà amplement utilisées depuis 1980 et destinées à dénaturer complètement les luttes du prolétariat en Pologne, d'en faire des luttes pour "l'indépendance nationale" et la "Démocratie", de faire de l'Eglise et du syndicat Solidarnosc des "défenseurs de la classe ouvrière". En bref, de faire en sorte que la classe ouvrière tant en Pologne qu'en occident perde de vue où est son véritable intérêt de classe, qui n'a rien à voir avec la "défense de la patrie" ou de la démocratie, bien au contraire ! Qu'elle soit incapable de comprendre l'unité des combats qu'elle mène partout dans le monde pour n'y voir que des luttes particulières, dans des circonstances particulières. Qu'elle continue le plus longtemps possible à faire confiance aux syndicats, officiellement ses défenseurs, en réalité ses ennemis les plus pernicieux.

■ Il n'y a pas que nous qui disions que l'assassinat du père Popieluszko est utilisé contre la lutte de classe du prolétariat. C'est Walesa lui-même qui l'a affirmé dans son annonce officielle : "Cette mort doit servir pour la construction de la paix sociale". On ne saurait être plus clair ! Et c'est dit par quelqu'un qui s'y connaît en sabotage des luttes ouvrières. Cependant, toutes les paroles de Walesa n'ont pas la même sincérité. On peut même dire que la majorité d'entre elles, à l'image de celles de tous les protagonistes de cette sinistre affaire sont des mensonges cyniques.

1er mensonge : il s'agit d'une "bavure", d'une "provocation" contre le gouvernement.

C'est évidemment la thèse officielle des autorités polonaises. Mais c'est aussi celle du journal "Libération", ainsi que de Cheysson qui déclare (TF1 le 28-10) : "On peut penser que la responsabilité ne vient pas du plus haut niveau".

Quand à Walesa, il n'est pas en reste : "Quelqu'un nous a fait, à nous tous, depuis le Premier Ministre jusqu'à l'homme de la rue, une saloperie ? Il aurait voulu que nous devenions sans réfléchir de la chair à canon... pour permettre des changements ministériels. Nous ne nous laisserons pas manipuler et nous n'allons pas nous mêler aux luttes pour le pouvoir." (28-10).

Ainsi, comme souvent par le passé, les autorités et les médias de l'Est

et de l'Ouest se donnent la main pour accréditer un même mensonge. Durant l'hiver 80-81, on avait fait tout un battage depuis Brejnev jusqu'à Carter en passant par "Radio Europe Libre" pour faire croire que les troupes du Pacte de Varsovie s'apprêtaient à intervenir : il s'agissait d'intimider les ouvriers polonais qui, malgré les efforts du "pompiers volant" Walesa n'en finissaient pas de manifester leur combativité (voir les articles dans RI de cette période). De même, en mars 81, lorsque des militants de Solidarité avaient été brutalisés par la police à Bydgoszcz, Walesa avait parlé d'un "complot contre Jaruzelski", idée relayée par la propagande occidentale. En fait, l'histoire a démontré qu'il s'agissait là d'une "provocation délibérée des autorités contre la classe ouvrière afin de pouvoir lui infliger la première gifle qui (devait) inaugurer sa mise au pas" (RI n.89).

En chacune de ces circonstances - et en beaucoup d'autres - il s'agissait d'accréditer l'idée qu'en fin de compte l'équipe gouvernementale en place était la moins mauvaise possible, et qu'il fallait éviter de lui faire des ennuis en témoignant trop de combativité. Sinon, elle serait remplacée par des hommes bien plus "méchants".

Aujourd'hui, c'est le même plat qui est resservi : Walesa et toute l'opposition renforcés par les médias occidentaux n'ont cessé d'appeler au calme après l'annonce de l'assassinat de Popieluszko : "abstenez-vous de manifestations d'indignation qui peuvent créer des tensions." (Walesa).

Certes, en cette circonstance, les ouvriers n'avaient rien à gagner à se mobiliser contre cet assassinat : malgré ce qu'il pensait peut-être lui-même, Popieluszko n'était pas leur ami. Un curé qui organise tous les mois des "messes pour la patrie" ne peut être qu'un ennemi de la classe ouvrière. Mais c'est une mise en conditions pour ce qui arrivera demain : chaque fois qu'un ouvrier sera victime de la répression, chaque fois que des travailleurs subiront une nouvelle attaque contre leurs conditions d'existence, ils devront "prier pour la paix et pour l'ordre dans leur patrie (Jean Paul II) et non se révolter. Sinon, gare aux "durs" qui n'attendent que ça pour remplacer Jaruzelski.

2ème mensonge : c'est une attaque contre "Solidarité".

C'est ce qu'a prétendu le 22 octobre la direction clandestine de ce syndicat. Pour beaucoup de médias occidentaux, il s'agissait de "faire taire un extrémiste", proche de Solidarité, qui "gênait les autorités". C'est d'ailleurs ce qu'auraient affirmé les assassins si on en croit les déclarations complaisantes du gouvernement. Il est possible que les brutes qui ont torturé et tué Popieluszko aient une telle idée, mais ceux qui les ont commandités étaient plus malins et savaient ce qui se passerait : en réalité, c'est Popieluszko lui-même qui l'avait en quelque sorte annoncé : dans une de ses célèbres homélies consacrées à l'assassinat d'un jeune lycéen par la police en mai 83, n'avait-il pas dit : "une rivière de larmes s'est mise à couler, qui a irrigué l'arbre de solidarité, un arbre qui, dans ce pays, avait commencé à se faner".

Et, en effet, le fleuve de larmes provoqué par sa propre mort a redonné une sacrée vitalité au syndicat clandestin : ce ne sont pas moins de 500 000 personnes qui sont venues aux obsèques et qui ont acclamé le discours de Walesa en scandant le nom de "Solidarité" et en brandissant des banderoles portant ce même nom. C'est également une aubaine pour l'Eglise catholique : malgré l'impopularité de Glomp, accusé de trop de mollesse envers le pouvoir, jamais les églises n'ont été si fréquentées.

Ceux qui ont tué Popieluszko en ont fait un martyr : sa tombe, à la demande de Walesa, est devenue un lieu de pèlerinage. Maintenant, un grand nombre de curés se découvrent la même vocation que lui, et un peu partout on fait circuler et on se récite les platitudes démocratiques et nationalistes qui l'avaient rendu célèbre. Même en

France, nous y avons droit grâce aux bons soins du crétin opportuniste Jean Offredo, "spécialiste" de la Pologne à la télévision, qui vient de les publier avec un à-propos de charognard.

Car les mensonges déployés en Pologne même ne visent pas que le prolétariat de ce pays, de même que ceux qu'on entend en Occident ont aussi pour cible les ouvriers polonais. Quelles que soient ses divisions, la bourgeoisie internationale a toujours présenté un front uni face à la classe ouvrière : ces divisions sont alors employées... à se diviser le travail. Ainsi, en 1980-81, l'Occident participait à la démobilitation des ouvriers en crédibilisant la menace d'une intervention soviétique et en tenant la main du syndicat Solidarité, grand saboteur des luttes. En échange, Solidarité fait de son mieux pour redorer le blason du syndicalisme des pays de l'Ouest, lequel est de plus en plus déconsidéré.

Aujourd'hui, malgré l'antagonisme (bien réel) qui l'oppose à l'Eglise et Solidarité, le pouvoir, en faisant de Popieluszko un martyr, leur rend service car il sait qu'il en a absolument besoin pour museler la classe ouvrière. Lorsqu'Urban, le porte-parole du gouvernement (un des personnages les plus haïs en Pologne) déclare : "Je n'accorde aucune importance aux déclarations de M. Walesa, car son prestige social est minime et diminue sans cesse", il sait pertinemment qu'il accroît la popularité de Walesa.

De même, lorsque les médias d'Occident répètent comme des perroquets la thèse officielle de la "provocation", elles donnent un bon coup de main aux autorités... et à Walesa dont elles sont le porte-voix le plus entendu en Pologne même.

Lorsque les médias d'ici nous satureront les oreilles et les yeux de cette affaire y compris avec les photos du cadavre de Popieluszko, elles sont porteuses de messages bien forts destinés à démoraliser et désorienter la classe ouvrière :

- "quelle chance nous avons de vivre en Démocratie."

- "notre lutte n'a rien à voir avec celle des ouvriers polonais : eux revendiquent la liberté, l'indépendance nationale et des syndicats, ce que nous avons déjà."

"le syndicalisme, voilà le vrai défenseur des ouvriers, le véritable ennemi du gouvernement et de ses flics."

Voilà les mensonges que le prolétariat devra démasquer en développant les luttes qu'il a d'ores et déjà entreprises.

F.M.

SOUVARINE

DE LA REVOLUTION A LA CONTRE-REVOLUTION

■ Un des fondateurs du PCF est mort jeudi 1er novembre à 89 ans. Il était né à Kiev, à la fin du siècle dernier dans une famille d'ouvriers. La bourgeoisie a salué sa mort car il n'était plus dangereux, il n'avait plus rien d'un révolutionnaire et son anti-soviétisme - c'est l'essentiel pour elle - cadre parfaitement avec les campagnes actuelles de la bourgeoisie occidentale contre le bloc de l'Est. La bourgeoisie l'a encensé comme un des grands défenseurs du "libéralisme".

Si Souvarine, à la fin de sa vie, a été reconnu par la bourgeoisie comme un des siens, pour le prolétariat, il représente, pour son action de 1917 à 1930, une figure militante indéniable de la classe ouvrière. Pendant cette période révolutionnaire, il a participé à l'effort du prolétariat pour son parti et son Internationale. C'est ainsi que Souvarine, dans la vague révolutionnaire défend des positions de classe, même à contre-courant, d'abord contre la guerre et pour la révolution prolétarienne et ensuite contre la bolchévisation dans l'opposition de gauche. Une fois que la classe ouvrière est battue, la pression de l'idéologie bourgeoise l'entraîne hors du terrain révolutionnaire.

Vers le Parti, vers l'Internationale

Il a milité avec Lénine, Trotsky, Bordiga, Rosmer, etc... En 1914, il n'a pas encore 20 ans mais déjà en 1916, il polémiquait avec Lénine à propos des positions que doivent avoir les révolutionnaires pendant la guerre impé-

rialiste (1). Il est alors membre de la tendance "centriste" de la SFIO (longuetiste) (2). Il défend la tendance pacifiste et critique l'attitude trop dure de Lénine qui s'élève contre le "centriste" et le "mou" Trotsky.

Aux côtés de Rosmer, Monatte, Bourderon, Lorient, Merrheim, Souvarine, après Zimmerwald (septembre 1915) et surtout après la révolution d'Octobre en Russie, se prononce, au travers de son activité dans des Comités en faveur d'une nouvelle Internationale. Le 1er mars 1920, il lance le "Bulletin Communiste". En décembre de cette même année, et bien qu'emprisonné pour lors à la Santé, Souvarine joue un rôle fondamental pour la fondation du parti Communiste de France. C'est lui qui avec Lorient, a rédigé la motion d'adhésion à l'I.C. que le congrès fondateur, après de difficiles discussions, adoptera.

Il est ensuite membre du comité directeur du PCF où il défend les positions de l'IC contre la majorité du PC et contre son secrétaire Frossard. Il part pour Moscou en 1921 pour le IIIème Congrès de l'IC et il siège au secrétariat de 1921 à 1924, date à laquelle il sera exclu pour avoir pris la défense de Trotsky.

L'opposition de gauche

Souvarine engage alors la seconde bataille de sa vie, il reprend la publication du "Bulletin Communiste", "organe du communisme international" et il le définit comme l'organe de "l'opposition communiste française". Souvarine veut défendre les acquis de la révolution russe contre la bolchévisation.

tion. "L'issue de la tentative menée sous le nom de bolchévisation et couverte d'un prétendu léninisme fabriqué après la mort de Lénine, ne fait pas le moindre doute : elle sera, elle est déjà un désastre." (no1, janvier 1925).

En janvier 1926, Souvarine réunit autour de lui des exclus et des membres du PCF dans le cercle "Marx-Lénine". De 1926 à 1930, Souvarine et son Cercle font partie, à côté d'autres groupes d'exclus du PCF, du milieu oppositionnel luttant en France contre la dégénérescence de l'I.C. Les faiblesses politiques constitutives du Cercle lui interdiront toutefois de s'inscrire positivement dans l'effort de regroupement des Communistes de Gauche à la fin des années vingt.

En 1929, Souvarine rompt définitivement avec Trotsky, car il désire que l'opposition qualifie "l'économie soviétique comme un capitalisme d'Etat", ce que refuse Trotsky. Puis le cercle se transforme en "Cercle communiste démocratique" en 1930, c'est la rupture définitive avec les conceptions de l'opposition de gauche, qu'elles soient trotskystes ou bordiguistes. Cette attitude est quelque peu semblable à celle du "Réveil Communiste", c'est-à-dire de la tendance ouvriériste de la gauche Italienne (3). Le "Réveil Communiste" pensait également qu'il fallait rompre avec toute idée de redressement des PC et de l'Internationale, qu'il fallait définitivement les dénoncer comme des corps morts.

"Nous militons pour en préparer la reconstruction. L'heure d'un nouveau parti communiste aura sonné dès qu'il existera des groupes ou fédérations de groupes assez conscients et actifs

pour en assurer l'organisation et le rayonnement parmi les travailleurs". Manifeste du cercle approuvé également par la Fédération communiste indépendante de l'Est (Belfort).

Le passage dans le camp de la contre-révolution

L'isolement volontaire de Souvarine par rapport aux autres groupes révolutionnaires et son individualisme forcé ne l'aident pas à résister à la pression de l'idéologie dominante ; insensiblement, il abandonne les positions révolutionnaires les unes après les autres. D'abord anti-soviétique, il défend la démocratie, puis, de la critique des conceptions erronées de Lénine il en vient à la critique du marxisme qu'il juge inadéquat et surtout trop anti-démocratique.

En fin, cette vision libérale du marxisme l'entraîne dans le soutien des démocraties pendant et après la guerre. Depuis 40 ans, il était le fervent défenseur du bloc américain.

L'histoire nous enseigne que dans les périodes de contre-révolution, seuls quelques individus ou groupes ont la force de rester sur des positions de classe. Or le mouvement ouvrier dans les 50 dernières années a connu une période sombre puisque les internationalistes se sont comptés sur les doigts de la main pendant la dernière guerre. L'anti-soviétisme et l'isolement de Souvarine ont fait le reste.

M.R

Notes

(1) Lettre ouverte à Boris Souvarine, Lénine, 1916.

(2) Petit fils de Marx, Jean Longuet est le chef de file de la minorité pacifiste en 1915.

LE P.C.I. (PROGRAMME COMMUNISTE): NOYE DANS LES CAMPAGNES SYNDICALISTES

■ "La grève des mineurs britanniques nous concerne tous : de cette lutte, la classe ouvrière peut retirer des enseignements qui la renforceront contre les attaques capitalistes... Il faut que cette grève vive, qu'elle soit victorieuse! Mais pour cela, les mineurs britanniques ont aujourd'hui un pressant besoin que s'exerce la solidarité matérielle, financière la plus large, la plus internationale... Pour notre part, nous lançons une souscription de solidarité..." ("Le Prolétaire", n.379).

Et d'ajouter : "l'argent n'ira pas aux bureaucrates syndicaux" et de préciser dans une lettre aux abonnés : "la tâche des communistes révolutionnaires est de NE PAS LAISSER AU REFORMISME LE MONOPOLE DE LA SOLIDARITE".

La solidarité est effectivement une question vitale pour la lutte ouvrière elle est, comme nous le disions dans un précédent numéro, le cœur, la tête et les bras de la lutte de classe. En Grande-Bretagne, en plein cœur du capitalisme, la solidarité tend à occuper une position centrale dans la lutte de classe. C'est une question posée à l'ensemble de la classe ouvrière, et en son sein, à ses minorités révolutionnaires. La réponse que lui donne le PCI tourne complètement le dos aux tâches des révolutionnaires, pourquoi?

Le PCI s'inscrit dans tout le battage actuel des syndicats européens pour le "soutien financier des mineurs", en leur en disputant le "monopole" comme il le dit (sans en remettre en question le contenu). Le PCI s'est-il seulement posé la question de la fonction de ce battage?

Ce battage, loin d'être une entreprise de soutien aux ouvriers, a pour fonction essentielle de poser la question de la solidarité, qui s'impose de plus en plus, en termes faussés, à la réduire à un ersatz de solidarité pour se donner bonne conscience. L'absence de sa logique consiste à faire de la grève des mineurs un cas spécifique. La seule perspective que cette logique donne à la lutte, c'est de durcir, tout en maintenant soigneusement l'isolement, jusqu'à ce que, soi-disant, l'Etat cède.

Cette logique, celle des syndicats, c'est celle du dévoiement, et donc de la défaite.

La lutte de classe est réduite à une simple juxtaposition des luttes les unes à côté des autres. Les syndicats s'efforcent sans cesse d'entraver la prise de conscience qu'il s'agit d'une seule et même lutte, d'une seule et même classe, et ce, à l'échelle mondiale.

La solidarité aujourd'hui

Si, au 19ème siècle, la question des fonds (caisses de secours, réserves de grèves, etc...) avait une importance primordiale, c'était dans la mesure où d'une part, le capital pouvait accorder encore des améliorations réelles à la classe ouvrière, du fait de sa formidable expansion, et où, d'autre part, le prolétariat faisait face non à un capitalisme uni et centralisé derrière l'Etat, mais dans une période où régnait encore la "libre concurrence", à un patronat dispersé. Dans ces

conditions, en organisant une grève à l'échelle d'un métier, ou d'une branche entière, les ouvriers pouvaient arracher quelque chose à leur adversaire. Le succès d'une grève, même isolée à un secteur, tenait donc pour une grande part à sa durée. Un patron ne pouvait que très difficilement supporter un long conflit, sous peine de voir ses concurrents ravir toutes ses parts de marché. Ici, la solidarité financière prenait tout son sens, dans la mesure où plus la grève durait, plus ses chances de succès étaient grandes. Aujourd'hui, ces conditions ont totalement disparu. Dans la décadence, la classe ouvrière voit immédiatement se dresser contre elle l'ensemble de la puissance de l'Etat bourgeois, flics, syndicats, patronat, confondus.

Au delà de ses divisions, le capitalisme fait bloc contre le prolétariat. Dès lors, une grève, même longue, si elle reste isolée à un secteur, est irrémédiablement condamnée à l'échec. Ce qui prime n'est plus de faire survivre une lutte isolée, mais de la développer, de l'étendre à d'autres secteurs. La vraie solidarité avec les mineurs, leur vrai oxygène, c'est l'entrée en lutte des dockers, cheminots, chômeurs, puis maintenant la lutte massive des ouvriers de l'automobile. Etablir un rapport de forces avec la bourgeoisie, ce n'est pas assurer la longévité d'une grève, c'est entraîner le maximum de secteurs dans la lutte. C'est ce que commencent à comprendre les ouvriers anglais, c'est ce qu'ont commencé à faire les mineurs en allant voir les cheminots ou les ouvriers des chantiers navals.

Ce serait bouffon si ce n'était tragique de voir qu'au moment même où les ouvriers de British Leyland et d'Austin Rover rentrent massivement en grève, élargissant ainsi le front de la guerre de classe en Angleterre, le PCI veut marquer sa solidarité en envoyant des fonds aux mineurs !!! Derrière cela, il y a encore la vision syndicaliste que les mineurs doivent, peuvent gagner seuls. D'une part, seuls, ils ne "gagneront" pas, d'autre part aujourd'hui la vraie victoire, c'est de commencer à organiser un rapport de forces face à la bourgeoisie, pour ensuite pouvoir la faire reculer et acquérir des forces en vue des futurs affrontements révolutionnaires. C'est cela la grande leçon que nous ont donnée les ouvriers polonais.

Le rôle des révolutionnaires

Les organisations révolutionnaires ne sont plus des partis de masse. Nous n'insisterons pas sur le ridicule de la vision du PCI, qui pense que le rôle essentiel des minorités révolutionnaires, extrêmement réduites aujourd'hui, est d'organiser la survie des grévistes (ici 170 000 pendant huit mois).

Ils ont là une vision héritée du passé, selon laquelle ce sont les révolutionnaires qui organisent la classe. Or le rôle essentiel des minorités révolutionnaires, c'est de participer activement au développement et à l'homogénéisation de la conscience de la classe ouvrière. C'est cela que le

CCI a fait et fait en Grande-Bretagne en montrant qu'il s'agit d'une seule et même lutte, celle du prolétariat confronté aux attaques croissantes de la bourgeoisie et donc en appelant à la lutte les autres secteurs de la classe ouvrière. Cela, non de manière abstraite mais en s'appuyant sur les poussées réelles vers la lutte qui existent dans toute une série de secteurs : dockers, cheminots, automobile, chômeurs. Et on ne peut le faire si on réduit la solidarité à une aide financière à la lutte des mineurs. Au contraire, c'est en mettant en avant au-delà des spécificités des luttes, ce qui est commun : la nécessité d'établir un rapport de forces face à la bourgeoisie.

Ce qui est important dans la grève des mineurs, ce n'est pas sa particularité, mais au contraire son caractère général, le fait qu'elle pose des questions concernant l'ensemble du prolétariat : comment établir un rapport de forces, comment étendre, comment organiser la lutte face au barrage syndical et face à la répression.

Le rôle des révolutionnaires est en premier lieu de dégager ces leçons pour l'ensemble de la classe, car selon la formule du Manifeste Communiste "Ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité".

En même temps, ils doivent clairement et fermement dénoncer tout ce qui tend à figer le mouvement, à entraver l'extension de la lutte, à particulariser les expressions prolétariennes. Or au cœur des faiblesses qui entravent la lutte des mineurs, se trouve la question syndicale, c'est-à-dire toute la logique syndicaliste qui entrave encore fortement le développement de la conscience de classe. Il faut souligner que pas un mot n'est dit dans "le Prolétaire" contre le sabotage des syndicats, contre Scargill, le NUM et Cie !

Incapables de tirer les leçons de la décadence, et par là même incapables de comprendre le rôle des révolutionnaires, le PCI, loin de "représenter les intérêts du mouvement dans sa totalité", ne fait que tirer la roue de l'histoire en arrière et figer les moments particuliers du mouvement général de la classe. Sa logique le pousse à renforcer la logique syndicaliste qui veut que ce ne soient pas les ouvriers qui luttent mais les mineurs, que cela ne soit pas l'ensemble du prolétariat qui seul peut faire reculer la bourgeoisie mais les mineurs. Pour cela, il suffit de bloquer le transport du charbon et d'aider les mineurs à tenir !!! A travers son appel à la souscription, "le Prolétaire", loin de dénoncer cette logique, la renforce, et tend à ériger en force ce qui n'est que faiblesse de la lutte.

Tournant le dos à l'histoire et à ses enseignements, le PCI, loin de remplir les tâches d'une avant-garde, se situe au mieux à la queue du prolétariat, au pire en compagnie de ses encadrateurs : les syndicats et syndicalistes de base.

R.N

PUBLICATIONS DU CCI

(ÉCRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, BOX 21106
10031 STOCKHOLM, SUÈDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KÖLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5F + 3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4F + 3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4F + 3F pour frais d'envoi) 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4F + 3F)
- La décadence du capitalisme (10F + 6F)
- Le Trotskysme (6F + 3F)
- Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) 4F
- L'Etat dans la période de transition (12F + 6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (4F + 3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F + 12F)

ABONNEMENTS

CHANGEMENTS DE TARIFS

abonnements couplés (journal + Revue Internationale)

FRANCE	ETRANGER	ETRANGER par avion
150F	150F	190F

abonnements simples (journal)

FRANCE	ETRANGER	ETRANGER par avion
90F.	90F.	110F.

abonnements simples (Revue Internationale)

FRANCE	ETRANGER	ETRANGER par avion
65F.	65F.	80F.

abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu
Paris 20ème
Directeur de publication : D. Van Celst
N° de commission Paritaire : 54267

et le 2ème dimanche du mois de 11h à 13h30 au marché aux Puces (St Serin).

RAPPELS

Sur le thème : lutte de classe internationale : contre les attaques de la bourgeoisie, étendons et organisons nos luttes :
LYON : réunion publique le 7 décembre, à 21 h, même adresse que plus haut.
NANTES : réunion publique le 1 décembre, à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.
TOURS : le 12 janvier (écrire à la boîte postale pour l'heure et le lieu.)

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème: **PC-CGT, fer de lance de l'attaque de la bourgeoisie contre la reprise des luttes ouvrières**

AIX EN PROVENCE :

PERMANENCE le 12-12, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Précheurs.

BORDEAUX :

REUNION PUBLIQUE le 12-1-85, à 17h, au café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

DIFFUSION : le 12-1-85, de 10h à 11h30 au marché St Michel, place Meynard.

CLERMONT-FERRAND :

REUNION PUBLIQUE le 11-1-85, à 20h30 à l'ancien lycée Blaise Pascal.

LYON :

PERMANENCE LE 11-12 à 18h, à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.

MARSEILLE :

REUNION PUBLIQUE le 11-1-85 à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.

PERMANENCE le 19-12 de 18h à 19h, à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :

PERMANENCE le 14 décembre à 20h30 au centre social des Bourderies, Nantes Chantenay.

DIFFUSION le 2ème samedi de décembre de 10h30 à 11h30 au marché de la petite Hollande.

PARIS :

REUNION PUBLIQUE le 15-12 à 17h au 27, avenue de Choisy (13ème).

PERMANENCES : tous les samedis, sauf celui de la réunion publique, de 16h à 18h, même endroit.

DIFFUSION : les trois premiers samedis du mois, au marché aux Puces, Porte de Clignancourt, de 11h à 12h. Le premier dimanche du mois, au marché d'Argenteuil, de 11h à 12h.

ROUEN :

PERMANENCE le 8-12 à 16h30, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

REUNION PUBLIQUE LE 21-12 à 21h, cité Universitaire de l'Arsenal, bât. C.

PERMANENCES tous les vendredis à 16h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

CONTACT DIFFUSION les 2ème et 4ème dimanche du mois de 11h à 12h30, au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc.

LE P.C.F. FORT DE LA DEFAITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Un des aspects les plus vicieux de la propagande pseudo-radical du PCF, aujourd'hui, est l'insinuation que le prolétariat est coupable de ne plus assez soutenir son parti (et son syndicat) de classe. Lui comme la CGT paraissent sur l'air : "Ouvriers, restituez nous votre confiance. Faites de la puissance du PCF et de la CGT, votre force". Et d'évoquer comme emblème de cette grandeur les glorieuses pages du "Front Populaire", de la "Résistance" et de la "Reconstruction" d'après 1945. Eh bien, et afin de poursuivre l'aperçu historique sur le stalinisme en France, entamé dans notre précédent article (cf. : RI N°124), nous nous proposons ici de montrer en quoi et sur quoi cette force légendaire du PCF (et de sa succursale syndicale, la CGT), s'est érigée, et ce qu'il en a fait contre la classe ouvrière au bénéfice de la bourgeoisie. A l'heure où, dans la profondeur de la reprise actuelle de ses luttes, le prolétariat confirme sa tendance à s'émanciper de la férule idéologique du stalinisme, il n'est pas superflu, ne serait-ce que pour mesurer l'écart qui en sépare aujourd'hui l'état de la classe ouvrière, de rappeler la situation des années les plus noires de la contre-révolution, les décades 1930-1940. Les leçons que nous tirons relativement au PC de France sont, au demeurant, extensibles pour tous les PC nationaux, au-delà des spécificités existantes.

■ C'est un fait. La CGT voit aujourd'hui fondre ses effectifs militants à grande vitesse (comme la CFDT, du reste), tandis que le PCF enregistre dernièrement une sensible rétraction du nombre de ses adhérents, et s'écroule électoralement (11 % des suffrages au récent scrutin européen). Ces données immédiates prennent toutefois sens véritablement historique si on les replace non pas au regard de la politologie française de la Vème République, mais au plan de la trajectoire générale du PCF depuis ses origines. Le tableau ci-encarté n'est pas exhaustif mais laisse voir deux faits majeurs : l'essor originel du PCF est indubitablement lié à la situation révolutionnaire du prolétariat mondial, au tout début des années 20.

Le PCF est à l'époque une authentique émanation de la classe ouvrière. Le reflux que le tableau enregistre entre les années 1923-1933 a lui aussi partie associée avec le mouvement

de la classe dont la dynamique est alors -par malheur- celle de la défaite. Par contre, le nouveau départ du PC après 1933 s'effectue, en toute objectivité des faits, de manière inversement proportionnelle à l'éloignement de la perspective révolutionnaire du prolétariat. Les cimes d'influence qu'atteint désormais le PC, en effet, sont en coïncidence avec, premièrement le temps (1933-39) où la bourgeoisie parvient à entraîner le prolétariat à la guerre puis, celui où elle lie la classe ouvrière à la réédification de l'appareil productif capitaliste détruit par la deuxième guerre mondiale. Il est tout à fait notable que le record absolu d'audience dans la classe ouvrière qu'ait jamais obtenu le PCF dans toute son histoire se situe en 1946, en référence à un prolétariat qui vient de subir le harcèlement et le massacre de la guerre. Par après, l'influence du PC stagne d'abord, puis décline par palliers jusqu'à la situation actuelle.

années	nombre d'adhérents au PCF	Sources
1920	110 000	Ecrits de Maurice Thorez ("Fils du Peuple")
1923	55 000	"Evolution du PC entre les 2 guerres" (Racine et Bodin)
1926	50 000	Recensement de l'Internationale Communiste
1933	28 000	Racine et Bodin, op.citum
1936	150 000	Maurice Thorez, op.citum
1937	325 000	Document interne du PCF
1945	400 000	Estimation de l'historien Robrieux, in : "Histoire interne du PCF".
1947	500 000	
1950	240 000	

Note : Aux élections législatives de 1946, le PCF représente 30% du corps électoral. Rec ord historique absolu du PCF. C'est alors véritablement "le premier parti de France."

REVOLUTION INTERNATIONALE est la publication en france du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

Il n'était pas vain de commencer par tracer ce tableau historique général pour bien situer la tragédie d'un prolétariat qui, au long de ces années,

crut voir dans le PCF son "champion", alors que celui-ci le trahissait et devenait en réalité le serviteur des oeuvres de la bourgeoisie.

La trahison du PCF

IL n'est jamais facilement loisible à la classe ouvrière de prononcer le jugement de trahison contre son parti. Celui-là doit pourtant intervenir à partir du moment où le principe de classe le plus essentiel : l'internationalisme prolétarien, est répudié. C'est sur la base de cette transgression là, en 1914, que les communistes ont déclaré la deuxième Internationale (Social-démocrate) faillie, quand les PS entrèrent dans l'"Union Sacrée" pour la guerre bourgeoise. Il doit être tout aussi évident que le parti dit "communiste" qui, en février 1934, associe le drapeau rouge (internationaliste) au torchon tricolore (national), salue les généraux et appelle à l'union du peuple de France, s'engageait sur la voie de la trahison du prolétariat. Il s'impose de même de voir que le parti prétendu ouvrier qui à partir de 1934, mobilise l'action ouvrière aux côtés de la bourgeoisie "libérale" pour la défense de la "démocratie" contre le fascisme, que ce parti-là est en passe de renier sa nature de classe. Tout comme, en effet,

l'internationalisme prolétarien est inconciliable avec le nationalisme patriote, est incompatible avec le combat contre l'ordre d'exploitation capitaliste une quelconque défense des institutions "démocratiques" de l'Etat bourgeois. Le fascisme n'était rien d'autre qu'une des formes possibles de la "démocratie" bourgeoise, c'est-à-dire un aspect de la dictature bourgeoise sur le prolétariat. A partir de 1934, donc, le PCF passait dans le camp capitaliste. Et à quel point cette trahison est définitive, en atteste toute l'histoire ultérieure du PCF qui jamais plus n'est revenu sur sa conversion nationaliste (et ses conséquences), mais l'a au contraire confortée de plus en plus. Cette trahison du PCF au milieu des années 1930 était malheureusement le point de chute quasi obligatoire de toute une trajectoire opportuniste depuis 1924 (voir notre article précédent dans "RI" n° 124). Elle était la rançon presque fatale de l'agonie de l'Internationale Communiste en 1926-27.

Le poids de la défaite ouvrière

Si le PCF trahissait ainsi ouvertement, la question vient alors de se demander pourquoi au même instant le prolétariat ralliait-il ce parti là en masse ? Pourquoi ? La réponse est aussi simple que terrible : parce que le prolétariat était une classe alors mondialement vaincue. C'était une classe épuisée, décimée, décomposée par l'échec de ses assauts internationaux successifs contre l'Etat capitaliste de 1917 à 1927. Sa perspective révolutionnaire ainsi repoussée par la bourgeoisie, c'était en outre une classe politiquement déboussolée par l'opportunisme de l'IC et des PC, démoralisée, laissée sans guide ni orientation par la dispersion, l'ato-

misation, la répression même des meilleurs militants prolétariens (ceux des

gauches communistes dites "italienne" et "germano-hollandaise", avant tout.) C'était une classe mondiale qui certes ne pouvait renoncer à lutter (ainsi les émeutes de 1934 en Autriche, les grèves de juin 36 en France et, en Espagne, tous les mouvements entre 1931 et 1936), mais dont la lutte ne pouvait désormais plus être -et pour longtemps- que purement défensive. C'est sur cette extrême faiblesse là du prolétariat que le PCF failli, va construire sa puissance. C'est sur les illusions du prolétariat qu'il va ériger son ascendance idéologique.

Le PCF et le capitalisme d'Etat

Dans son grand désarroi des années 30, le prolétariat, en France et ailleurs, se cramponnait alors au souvenir de la victorieuse révolution d'octobre en Russie. Encore que passagèrement déconcentré par la tournure des choses, il s'accrochait à la vision d'une certaine construction du socialisme en URSS, et, dans l'Etat "ouvrier" russe, persévérait à regarder une "patrie" du communisme mondial. De ce qui n'était réellement que le monstrueux triomphe, en URSS, de la tendance à l'étatisme absolu du capitalisme au 20ème siècle, le PC de France -comme les autres- va faire, dans le "Front Populaire", la pierre angulaire de son programme politique. En s'autorisant du modèle de la collectivisation économique en URSS, au nom de la lutte contre le capitalisme privé (les fa-

meuses "200 familles"), le PC, par le thème des nationalisations, réussira à forcer l'adhésion d'un prolétariat abusé à ce programme. Nationalisme et capitalisme d'Etat absolu, tels doivent clairement apparaître aujourd'hui au prolétariat les bases d'incorporation du PCF dans la bourgeoisie. Cependant, ce n'est pas encore en raison principale de son option étatique forcenée que le PC s'est taillé une place indispensable au sein de l'appareil politique de la classe dominante. Cette place depuis le milieu des années 1930 il la tient essentiellement, sur la base de l'abus de confiance signalé plus haut, des capacités qui en découlent d'encadrer et de contrôler le mouvement de la classe ouvrière.

(suite p.3)